

## OUZBÉKISTAN

### Le journaliste Igor Rotar détenu à l'aéroport de Tachkent

Index AI : EUR 062/019/2005

ÉFAI

Vendredi 12 août 2005

### DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est inquiète pour la sécurité d'Igor Rotar, correspondant de plusieurs médias occidentaux dont *Forum 18*, un service d'information en ligne qui couvre les questions liées à la liberté religieuse.

Le journaliste a été interpellé par les services de l'immigration et les garde-frontières à son arrivée à l'aéroport de Tachkent, en provenance de Bichkek au Kirghizistan le 11 août à 10h25 du matin, heure locale. Igor Rotar est toujours détenu à l'aéroport par les autorités ouzbèkes.

Tout semble indiquer qu'Igor Rotar a été arrêté pour stopper ses recherches sur les questions touchant à la liberté religieuse en Ouzbékistan.

« La détention d'Igor Rotar s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'intimidation et de harcèlement mise en place par les autorités ouzbèkes et visant les journalistes et les défenseurs des droits humains ; cette campagne s'est amplifiée après les événements d'Andijan en mai de cette année », a déclaré Amnesty International ce vendredi 12 août.

D'après les informations dont nous disposons, Igor Rotar a été placé en détention sur ordre du Service de la sécurité nationale d'Ouzbékistan. Toutefois, interrogées par une ambassade occidentale, les autorités ouzbèkes auraient nié avoir jamais entendu parler d'Igor Rotar, encore moins l'avoir retenu à l'aéroport.

Igor Rotar est un citoyen russe. Il se rend fréquemment en Ouzbékistan depuis de nombreuses années, notamment pour y rassembler des informations pour des sujets diffusés sur *Forum 18* concernant la liberté de religion et couvrant un large éventail de groupes religieux – musulmans, chrétiens, Hare Krishna et Témoins de Jéhovah.

### Complément d'information

Amnesty International craint que les récents troubles en Ouzbékistan, notamment les événements d'Andijan en mai 2005, n'aient été utilisés par les autorités pour justifier une accentuation de la répression de tout mouvement dissident, ainsi que de la liberté d'expression,

d'association et de réunion, au nom de la « sécurité nationale » et de la « guerre au terrorisme ».

Depuis le soulèvement d'Andijan, un certain nombre de journalistes et de défenseurs des droits humains ont été la cible d'actes de harcèlement par les autorités. La liberté d'expression est menacée en Ouzbékistan où l'on empêche journalistes et défenseurs des droits humains de faire leur travail et de communiquer des informations. Certains ont fait l'objet d'agressions physiques, de coups, de menaces, d'arrestations arbitraires, ont été assignés à résidence, ont eu leurs lignes téléphoniques coupées. Amnesty International s'inquiète de constater qu'ils ont fait l'objet d'un traitement abusif et ont été victimes d'actes de harcèlement en raison de leur action en faveur des droits humains.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, dans la nuit du 12 au 13 mai, un groupe d'hommes armés non identifiés est entré par effraction dans la prison de la ville d'Andijan ; ils auraient libéré des centaines de prisonniers, avant de prendre des otages et d'occuper un bâtiment du gouvernement local. Toute la journée, des milliers de personnes se seraient rassemblées sur une place de la ville, beaucoup réclamant plus de justice et la fin de la pauvreté. Des heurts sporadiques auraient éclaté ici et là, les forces de sécurité tirant indistinctement dans la foule, tuant et blessant des manifestants, dont la plupart n'étaient pas armés. En début de soirée, les forces de sécurité auraient encerclé la foule de milliers de manifestants sur la place principale de la ville, les repoussant à l'aide de bus, de véhicules blindés et autres barrières. Selon des témoins, des centaines de personnes – hommes, femmes et enfants – ont été tuées lorsque les troupes gouvernementales ont ouvert le feu sur la foule qui se trouvait sur la place ou qui s'enfuyait. Des centaines de personnes ont quitté le pays et cherché une protection internationale au Kirghizistan voisin. Amnesty International a déploré le refus du gouvernement de mener une enquête indépendante et internationale sur les événements qui se sont produits à Andijan en mai, avec des conclusions rendues publiques et les auteurs présumés des violences traduits en justice. ●

---

Pour obtenir de plus amples informations,  
veuillez contacter le Service de presse  
d'Amnesty International à Londres, au +44  
20 7413 5566, ou consulter le site  
<http://www.amnesty.org>